

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis
Semaine du 10 février 2025

Zoom sur les échanges bilatéraux de biens de la France avec la Tunisie et avec la Libye en 2024

Les douanes françaises ont publié, le 7 février 2025, les [résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2024](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

3,5 Mds EUR

Le déficit bilatéral de la France avec la Tunisie et la Libye en 2024

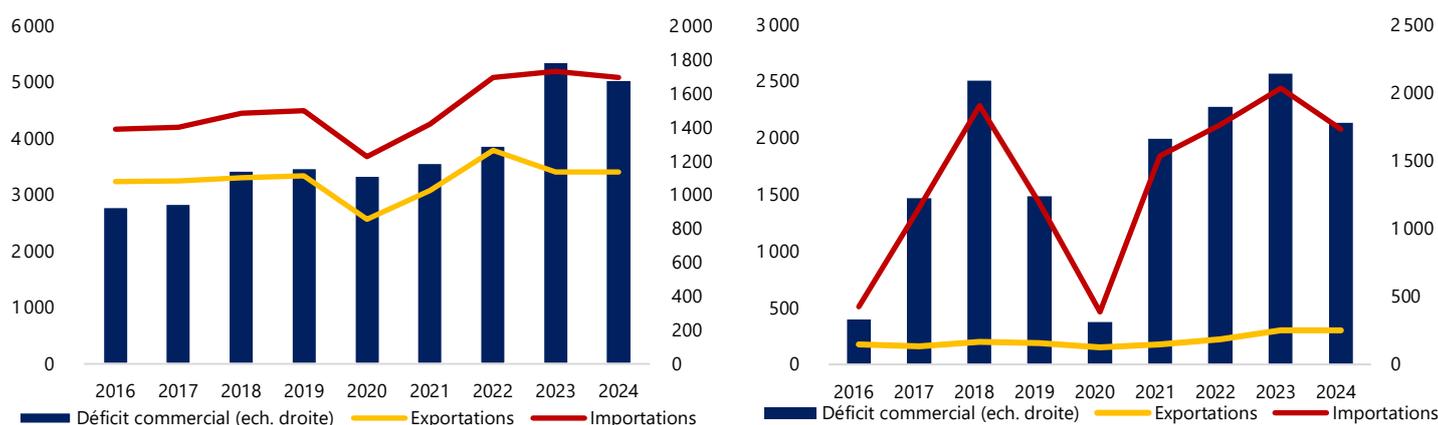
En 2024, les échanges commerciaux de biens entre la France et les pays d'Afrique du Nord ont atteint 39,7 Mds EUR, enregistrant une légère baisse (-0,2%) par rapport à 2023. Le Maroc (+6% à 14,8 Mds EUR) demeure le 1^{er} partenaire commercial de la France en Afrique, suivi de l'Algérie (-4,3% à 11 Mds EUR) et de la Tunisie (-1,3% à 8,5 Mds EUR) alors que La Libye se classe au 8^{ème} rang (-13% à 2,3 Mds EUR). Dans le détail, la Tunisie est le 3^{ème} client (3,4 Mds EUR d'exportations en 2024) et le 3^{ème} fournisseur (5,1 Mds de produits importés depuis la Tunisie) à l'échelle continentale. La Libye est le 5^{ème} fournisseur de la France en Afrique (2 Mds EUR d'importations en 2024), notamment pour l'approvisionnement en hydrocarbures, alors que les exportations françaises vers la Libye restent faibles (299 M EUR). En conséquence, la Libye est le 2nd déficit bilatéral (1,8 Md EUR) de la France sur le continent, derrière le Nigéria (1^{er} ; 3,8 Mds EUR), et devant la Tunisie (3^{ème} ; 1,7 Md EUR).

Légère contraction des échanges de biens franco-tunisiens en 2024, principalement en raison du recul de la demande française pour les produits textiles et les biens d'équipement. En 2024, les échanges commerciaux de biens entre la France et la Tunisie ont diminué de 1,3%, s'établissant à 8,5 Mds EUR, en raison d'une légère contraction des importations françaises en provenance de Tunisie (-2,1% à 5,1 Mds EUR), alors que les exportations vers la Tunisie sont restées stables à 3,4 Mds EUR. En conséquence, le déficit bilatéral s'est réduit à 1,7 Md EUR en 2024, contre 1,8 Md EUR en 2023. Par catégories, la baisse des importations s'explique principalement par le recul des achats français de produits informatiques, électroniques et optiques (-17,5% à 732 M EUR) et des produits textiles, habillement, cuir et chaussures (-6% à 1,3 Md EUR). Concernant les exportations, la forte progression des ventes de matériel de transport (+30,6% à 448 M EUR) a compensé le repli de celles de l'industrie textile (-9,3% à 493 M EUR) et des équipements mécaniques et électroniques (-4,2% à 1,1 Md EUR). Les échanges bilatéraux entre la France et la Tunisie continuent de refléter un commerce intra-branche prononcé dans quatre

grands secteurs : (i) textile, habillement, cuir et chaussures (22% des échanges) ; (ii) les matériels de transport (17%) ; (iii) les équipements électriques et ménagers (16%) ; et (iv) les produits informatiques, électroniques et optiques (12%).

Des échanges entre la France et la Libye marqués par un recul des importations **d'hydrocarbures** alors que les exportations françaises vers la Libye restent à un niveau modeste. Les échanges commerciaux de biens entre la France et la Libye ont chuté de 13,4% pour s'établir à 2,4 Mds EUR en 2024, sous l'effet du recul des importations françaises en provenance de Libye (-15% à 2,1 Mds EUR) et d'une légère contraction des exportations françaises (-1% à 299 M EUR). En conséquence, le déficit bilatéral a fortement diminué pour s'établir à 1,8 Md EUR en 2024 (contre 2,1 Mds EUR en 2023). Le recul des importations est largement imputable à la baisse des achats d'hydrocarbures (-16,6% à 2 Mds EUR ; soit -391 M EUR), qui représentent 95% des produits importés par la France en provenance de Libye. Le repli des exportations françaises résulte principalement de la baisse des ventes de produits pétroliers raffinés (-57% à 42 M EUR) et des produits pharmaceutiques (-19,4% à 36 M EUR), alors que les exportations de produits agro-alimentaires ont plus que doublé (+111,1% à 91 M EUR) et que celles de produits chimiques et cosmétiques ont progressé de 11,7% à 28 M EUR en 2024.

Evolution des échanges commerciaux bilatéraux (en M EUR) de la France avec la Tunisie (gauche) et la Libye (droite).



Source : douanes françaises.

Tunisie

Résultats provisoires de l'exécution 2024 du budget de l'Etat : déficit public (hors dons) à 6% du PIB, en baisse par rapport à 2023 et par rapport à la prévision de la loi de finances 2024

D'après [les résultats provisoires de l'exécution du budget de l'État](#) à fin décembre 2024, publiés par le ministère des Finances, les recettes budgétaires ont atteint 47 Mds TND (14,2 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 95,5% par rapport aux objectifs fixés dans la loi de finances 2024 (LF24). Les recettes fiscales s'établissent à 41,7 Mds TND (12,6 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 95%, en raison notamment de recettes plus faibles qu'anticipées sur la TVA (95% à 11,2 Mds TND) et l'Impôt sur les sociétés (94% à 5,4 Mds TND). Les recettes non fiscales s'établissent à 4,6 Mds TND (1,4 Md EUR) et ont été réalisées à hauteur de 97%. Du côté des dépenses, les charges budgétaires se sont élevées à 56,4 Mds TND (17 Mds EUR) en 2024 et ont été exécutées à hauteur de 94,4% par rapport aux prévisions de la LF24. Ce niveau reflète une légère sous-exécution des dépenses de rémunération (94% à 22 Mds TND), d'intervention (96% à 19 Mds TND) et des charges de financement (92% à 6,3 Mds TND). A l'inverse, les dépenses d'investissement (114% à 6 Mds TND) et de gestion (109% à 2,8 Mds TND) ont été sur-exécutées. En conséquence, le déficit budgétaire hors dons s'est établi à 10 Mds TND en 2024, soit 6% du PIB, un niveau inférieur à celui prévu dans la LF24 (11,5 Mds TND ; 6,6% du PIB) et à celui enregistré en 2023 (11,4 Mds TND ; 7,6% du PIB). Enfin, les ressources d'emprunt se sont établies à 26,7 Mds TND (8,1 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 95%, composées à 87% de ressources domestiques et à 13% de

ressources extérieures. Par ailleurs, l'Etat tunisien a bénéficié de 387 M TND (environ 117 M EUR) d'appui budgétaire (taux de réalisation de 2,7%) notamment à travers des contributions en provenance d'Italie (168 M TND), de la Banque mondiale (146 M TND) ou encore du FMA (59 M TND).

Selon Fitch, les banques seront en mesure de financer l'État en 2025

Selon [Fitch Ratings](#), le secteur bancaire tunisien disposerait de liquidités suffisantes pour financer le budget de l'État en 2025, soutenu par la croissance des dépôts (+6% en g.a. à fin août 2024) et par la faible progression du crédit au secteur privé (+1,5%). Fitch s'attend à ce que l'État parvienne à mobiliser 4,8 Mds TND (1,5 Md EUR) de financements extérieurs en 2025 alors que 22 Mds TND devraient provenir de sources de financement domestiques : (i) 7 Mds TND de financement direct de la BCT ; (ii) 15 Mds TND du secteur financier (9,4% du PIB), une part qui pourrait atteindre 11,8% du PIB en 2026 en cas d'arrêt du financement direct par la BCT. Dans le détail, l'Etat devrait lever 8,2 Mds TND sous forme d'émission obligataire auprès du secteur financier, 4,8 Mds TND via l'emprunt national en monnaie locale, 0,8 Md TND via un emprunt syndiqué en devises et près d'1 Md en bons du Trésor. Par ailleurs, la BCT a récemment assoupli les règles sur les garanties des opérations de refinancement, permettant aux banques d'utiliser exclusivement des obligations d'État comme collatéral, renforçant ainsi l'incitation à en détenir. Les créances des banques sur l'État ont ainsi progressé de 9% en g.a. à août 2024, portant leur exposition au risque souverain à 21% des actifs bancaires à fin septembre. Fitch estime toutefois que ce niveau reste inférieur à celui observé dans d'autres économies émergentes. Enfin, l'agence prévoit une réduction du déficit budgétaire à 5,7% du PIB en 2025 (contre 6,8% en 2024) qui devrait alléger les besoins de

financement de l'État, qui reculeraient à 16,5% du PIB en 2025, puis à 15% du PIB en 2026 (contre 18,9% du PIB en 2024).

La Société Générale conserve sa participation dans l'UIB

L'Union Internationale de Banques (UIB) a annoncé, dans un [communiqué](#) publié à l'issue de son conseil d'administration du 7 février 2025, que la Société Générale, son actionnaire majoritaire (52,3% du capital), avait décidé de concentrer ses efforts sur le renforcement du positionnement de l'UIB, sa transformation et sa croissance au service de l'économie tunisienne, avec le soutien de ses co-actionnaires. Ce choix intervient au terme de la réflexion lancée en juin 2023 par la SG, qui visait à explorer différentes options stratégiques, dont la possibilité de cession de ses titres au capital de l'UIB. Selon le communiqué, la banque française reste attentive aux évolutions économiques futures et aux opportunités qui seraient alignées avec les intérêts de l'UIB. Pour rappel, l'UIB, fondée en 1965 et privatisée en 2022 avec l'entrée de la Société Générale à son capital, est un acteur historique du secteur bancaire tunisien. De taille intermédiaire parmi les banques tunisiennes, elle affiche un total d'actifs bancaires de 7,7 Mds de TND en 2023 (2,3 Mds EUR) et détient 7,9% de l'encours des crédits du secteur bancaire tunisien coté (7^{ème} position sur les 12 banques tunisiennes cotées) et 6,9% des dépôts (8^{ème} position sur 12).

Tunisie Telecom rejoint le réseau européen « Medusa »

Le 7 février 2025, Tunisie Telecom a signé un accord de partenariat de 25 ans avec la société européenne « Medusa Submarine Cable System » pour exploiter le câble Bizerte-Marseille appartenant au réseau de câbles sous-marin « Medusa » de 8 700 km. Doté d'une capacité de 20 Tbps (Térambit par seconde), ce câble dont l'installation est

prévue pour début 2026, fait partie de l'infrastructure du réseau « Medusa », le plus long système de câbles sous-marins de la mer Méditerranée et le premier à relier tous les pays du bassin, soit onze pays de l'Afrique du Nord et du Sud de l'Europe d'ici 2025. Il s'agit du 4^{ème} câble de l'opérateur Tunisie Telecom qui possède déjà les câbles « Keltra », Hannibal, reliant la Tunisie à l'Italie, et SMW4 (SEA-ME-WE 4) reliant la Tunisie à plusieurs pays d'Europe, de la région MENA et d'Asie. Le 11 mai 2023, Orange Tunisie avait été le premier opérateur en Tunisie à signer un accord pour rejoindre le réseau de « Medusa » tandis que Ooredoo a installé en février 2024 son propre câble nommé Ifriqya et reliant la Tunisie à Marseille. Cette nouvelle infrastructure permettra à tous les acteurs socio-économiques tunisiens de bénéficier d'une solution fiable de connectivité à très haut débit.



Le groupe italien Calzedonia prévoit d'installer 4 usines en Tunisie

Le groupe italien de textile Calzedonia a annoncé le 7 février vouloir développer ses activités en Tunisie, à travers quatre projets pour un total de 1 500 emplois directs dans les zones de Zaghouan, Monastir, Tabarka

et Nabeul. Fondé en 1986, le groupe Calzedonia possède plusieurs marques comme Intimissimi, Tezenis, Falconeri, Atelier Emé, Progetto Quid et SignorVino et dispose de plus de 5 600 points de vente dans 57 pays. Cette annonce intervient quelques semaines après que l'entreprise italienne Benetton a annoncé la fermeture prochaine de ses usines à Kasserine, Gafsa et probablement Sahline (gouvernorat de Monastir) qui représentent 3 500 emplois. Face aux conséquences sociales de cette fermeture, Benetton et le gouvernement tunisien étudient les possibilités de reconversion de ces usines avec l'appui d'autres investisseurs.

Clôture du projet Innov'i-EU4Innovation porté par l'UE et Expertise France

Le 10 février 2025 s'est tenu l'évènement de clôture du programme Innov'i-EU4Innovation dédié au développement des start-ups et des projets innovants en Tunisie. Financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par Expertise France, ce projet, doté d'une enveloppe de 14,5 M EUR dont 8 M EUR de subventions, a été lancé en 2019 pour développer et soutenir l'écosystème entrepreneurial et innovant en Tunisie à travers trois axes : (i) l'amélioration des services d'accompagnement destinés aux

startups et aux entrepreneurs ; (ii) la promotion d'un environnement réglementaire et financier approprié à l'entrepreneuriat innovant et aux startups ; et (iii) la consolidation de l'écosystème localement et internationalement.

Ce projet a accompagné plus de 1 100 porteurs de projets via des programmes comme (i) The Dot, une structure d'incubation créée en collaboration avec le Ministère des Technologies et de la Communication, la Fondation Tunisie pour le développement et la GIZ ; (ii) l'initiative Save, portée par la CDC (Caisse des dépôts et consignations) et Smart capital, ayant permis de fournir un soutien financier aux startups pendant la période Covid-19 ; (iii) le programme ELIFE, visant à construire dix centres régionaux dédiés au développement entrepreneurial, soutenu par la Fondation Tunisie pour le développement et dont 2 000 jeunes âgés de 18 à 20 ans ont pu bénéficier ; ou encore (iv) Tunisian Startup, une plateforme en ligne qui a permis de collecter des fonds pour les projets.

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2023	2024 (p)	2025 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,5	52,6	54,7
Croissance du PIB réel, en %	0,0	1,6	1,6
Taux d'investissement, en % du PIB	12,3	11,2	10,8
Taux d'épargne, en % du PIB	9,6	7,6	7,4
Taux d'inflation annuel moyen, en %	9,3	7,1	6,7
Solde budgétaire, en % du PIB	-6,9	-5,9	-5,1
Recettes publiques, en % du PIB	28,7	28,5	28,1
Dépenses publiques, en % du PIB	35,5	34,5	33,3
Dette publique, en % du PIB	82,4	83,7	84,3
Solde courant, en % du PIB	-2,7	-3,5	-3,4
Réserves de change, en Mds USD	9,1	8,7	7,7
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC-/CAA2 négatif	CCC+/CAA2 stable	-

Sources : World Economic Outlook Database (octobre 2024), FMI

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en %	T3 2024	1,8%	+0,8 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T3 2024	16,0%	0,0 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Jan-2025	6%	-0,2 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en Mds TND	Au 10/02/2025	648 M TND	+6% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en Mds TND	Au 10/02/2025	879 M TND	+7% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Au 13/02/2025	8,0%	0,0 p.p.
Réserves de change, en jours d'importation	Au 13/02/2025	103 jours	-16 jours
USD/TND	Au 12/02/2025	3,20	+2,32%
EUR/TND	Au 12/02/2025	3,31	-1,72%

Sources : INS, BCT

Libye

Signature d'un protocole entre la Libye et les EAU pour la levée des restrictions aériennes

Un protocole d'accord a été signé entre le ministre libyen des Transports, Mohamed Al-Shahoubi, et le ministre de l'Économie des Émirats Arabes Unis et président du conseil d'administration de l'Autorité générale de l'aviation civile, Abdullah Al-Marri. Cet accord vise à lever les restrictions sur le transport aérien de passagers et de fret entre les aéroports libyens et ceux des Émirats Arabes Unis. Le ministère des Transports libyen a précisé que cet accord s'inscrivait dans une série de mémorandums d'entente conclus par la Libye avec d'autres pays, tels que la Tunisie, l'Égypte, la Turquie, la Jordanie, Malte, l'Italie et le Qatar, dans le but de réouvrir son espace aérien et de renforcer la coopération dans le secteur de l'aviation.

Assemblée générale de la NOC à Sebha : vers la décentralisation du secteur pétrolier

Le 6 février, la National Oil Corporation (NOC) a tenu son assemblée générale dans la ville de Sebha, au sud de la Libye, marquant un tournant stratégique dans la décentralisation du secteur pétrolier. Lors de cette réunion, présidée par Masoud Suleiman, président par intérim de la NOC, les discussions ont porté sur les réalisations de 2024 et les projets pour 2025 des entreprises *Akakus Oil Operations* et *Zallaf Libya Oil & Gas*, et de l'Institut de technologie pétrolière de Sebha. Akakus Oil Operations a annoncé une production de 303 000 barils par jour (b/j) fin 2024. De son côté, *Zallaf Libya Oil & Gas* a signalé des progrès notables dans les négociations pour l'installation

d'unités de traitement dans le cadre de son projet de raffinerie du sud, visant une production de 17 000 b/j d'ici fin 2025. Par ailleurs, quelques jours plus tard, selon le journal *Al-Wasat*, Masoud Suleiman aurait chargé Kheirallah Abdelsalam, président de la *National Petroleum Construction Company (NPCC)*, de prendre la direction d'*Al-Waha Oil Company*, en remplacement de Fathi Ben Zahia, détenu par le Procureur général dans le cadre d'une affaire de corruption.

Expertise France inaugure un bureau à Tripoli

L'agence publique française de coopération technique internationale Expertise France (EF) a annoncé dans un [communiqué](#) l'inauguration, le 4 février dernier, de son bureau à Tripoli. La cérémonie s'est déroulée en présence de nombreux représentants des ministères libyens, d'institutions publiques et privées, de la délégation de l'Union Européenne, de l'Ambassade de France en Libye, du directeur général d'EF ainsi que des équipes locales de l'agence. Active en Libye depuis 2016, l'ouverture de ce bureau devrait renforcer le soutien aux projets en cours qui couvrent plusieurs domaines, dont l'économie, l'emploi, l'éducation, la santé, la gouvernance ou encore le numérique. En marge de la cérémonie, EF et le ministère libyen des Affaires étrangères ont [renouvelé](#) leur protocole d'accord, réaffirmant leur engagement dans l'accord du 26 octobre 2021, qui avait fait d'EF la première agence de coopération technique officiellement reconnue en Libye.



Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2023	2024 (p)	2025 (p)
PIB nominal, en Mds USD	44	44,8	48
Croissance du PIB réel, en %	10,2	2,4	13,7
Production de pétrole brut, en M de barils par jour	1,2	1,2	1,4
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,4	2,0	2,3
Solde budgétaire, en % du PIB	8,2	-4,8	-2,1
Solde courant, en % du PIB	14,6	11,1	12,5
Exportation de pétrole brut, en M de barils par jour	1,0	1,0	1,1
Réserves de change, en Mds USD	78,4	76,3	75,2

Sources : World Economic Outlook Database, Regional Economic Outlook Statistical Appendix (octobre 2024), FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.